

En ce 24 mars, le monde est divisé en deux. Il y a les pro chlorhydrate, qui sont des pro Raoult, et les anti chlorhydrate, anti Raoult.

A cette date, c'est vrai, nous n'avons pas encore acquis la certitude absolue que le traitement préconisé par l'infectiologue mondialement reconnu et respecté, à savoir cette fameuse molécule originellement antipaludique associée à un antibiotique, est l'arme fatale contre le virus dont nous avons besoin.

Pour autant, nous avons d'ores-et-déjà un certain nombre de certitudes. Je vais tâcher ici avec humilité mais dévotion de les faire valoir.

Je tiens à préciser, avant d'aller plus loin, que je n'ai rien d'un médecin. Je ne suis qu'un simple citoyen.

Mais il se trouve que la situation à laquelle nous sommes confrontés dépasse largement le cadre de la médecine, les plus éminentes grises en la matière sont d'ailleurs spectaculairement divisées.

Ce n'est pas de la médecine qu'il faut faire ici et maintenant, c'est de la philosophie.

Qu'est-ce que le risque ?

Qu'est-ce que le bénéfice ?

Qu'est-ce qu'une situation d'urgence, de crise, de "guerre" ?

Qu'est-ce que la précaution, la prudence ?

Qu'est-ce que l'inconscience, l'inconséquence ?

Qu'est-ce que le mensonge, qu'est-ce que la vérité ?

Je vais, aussi brièvement que possible, apporter ma contribution à ces questions urgentes.

Les voix qui se succèdent dans les médias pour rejeter l'usage systématique du traitement que réclame Didier Raoult emploient un argument qu'ils croient massue : "Il n'a pas fait ses preuves."

Ils semblent ignorer que le covid-19, lui, les a faites, ses preuves, la preuve de sa létalité. Certes, nous ne connaissons pas son taux réel de mortalité puisque nous ne connaissons pas son taux réel de contamination, parce que les autorités sont incapables de dépister la population, comme ce fut fait avec succès en Corée du Sud, et comme le professeur Raoult le réclame.

Mais nous savons que la menace est réelle et importante.

Après tout, le président de la République lui-même a décrété la guerre. Un état de guerre, c'est un état d'exception.

En tant normal, un traitement est longuement testé avant d'être entériné, mais là, nous n'avons pas le temps.

Ainsi, la traditionnelle question médicale du ratio bénéfice/risque se trouve bousculée.

Il faut déterminer le risque de traiter l'ensemble des patients à la chlorhydrate, et le bénéfice, sans attendre de longues études.

Or il se trouve que ce médicament a été pris, depuis de nombreuses décennies, par un bon milliard de personnes dans le monde, ce n'est pas comme s'il fallait investiguer ses effets secondaires. Ils existent certes, cardiaques, mais, d'une part ils sont extrêmement réduits en soi, d'autre part il n'apparaît pas difficile de se renseigner sur les antécédents d'un patient avant de lui administrer le cocktail.

On peut raisonnablement considérer que si le risque cardiaque était si élevé, les sommités qui s'opposent à l'usage de cette molécule le feraient valoir. Mais non "elle n'a pas fait ses preuves" c'est tout ce qu'ils trouvent à dire.

Il se trouve, par ailleurs, que le médicament en question ne coûte rien. Que dalle. Il est très facile à produire en quantité astronomique, c'est le patron de Sanofi France qui l'assure lui-même, et fait la preuve de son honnêteté car il n'a rien à gagner avec cette molécule bon marché.

Alors qu'est-ce qu'on a à perdre à donner ce traitement ?

L'idée qu'il ne faut pas l'employer parce qu'il ne marchera peut-être pas est rien moins que délirante.

- Monsieur vous risquez de mourir du covid-19.
- Ha bon docteur mais vous ne pouvez rien faire ?
- Non, nous ne pouvons rien faire.
- Mais j'ai entendu parler d'un médicament contre le paludisme qui...
- Non, il y a un risque monsieur, un risque énorme, le risque qu'il ne marche pas. Mieux vaut que vous mouriez du covid-19 sans traitement plutôt que risquer que vous mouriez malgré le traitement.

Voilà ce que nous disent ces professeurs au CV long comme le bras et salaires en conséquence. Ce sont ceux qui ont l'oreille de nos dirigeants.

Mais nos dirigeants, peut-on leur faire confiance ?

Non.

On parle souvent du complotisme avec condescendance. Nos politiques au pouvoir lui offrent un boulevard.

D'abord, les autorités sanitaires ont prodigieusement traîné des pieds pour tester le traitement que recommandait dès février Raoult. Ce n'est pas comme si on avait ignoré un obscur généraliste de cambrousse, sauf mon respect pour les médecins de province qui sont évidemment aussi compétents que les autres. C'est une sommité que l'on a méprisée.

Quand ils ont enfin condescendu à lancer un test digne de ce nom, ils ont annoncé six semaines de délai pour les résultats, le temps pour tout le monde de crever, alors que le traitement dure 6 jours.

Finalement ils parlent à présent de deux semaines.

La vérité, c'est que nous devrions être fixés depuis un bon mois minimum, si ces essais avaient été entrepris à temps.

Non, on ne peut pas faire confiance à ce gouvernement parce qu'il nous ment sans vergogne.

Comme je l'ai écrit dans cette note du 20 mars, tout est expliqué dans le détail, ils mentent sur les masques et les tests :

<https://www.facebook.com/100009430586050/posts/2623032298021097/>

Véran, ministre de la santé, affirmait sans sourciller à cette date que le virus ne voyageait pas par voies aériennes, ce pour quoi les masques étaient inutiles dans la rue.

Il n'y a qu'une seule raison à cela, ils sont incapables d'en fournir.

Idem pour les tests, ils seraient inutiles en masse pour l'unique raison qu'ils sont incapables de les faire. On a vu en Corée du sud que c'est comme ça qu'il faut agir, en testant massivement.

Même quelqu'un comme Laurent Joffrin, qui n'est pas exactement un complotiste avéré, reconnaît dans son édito de ce 24 mars que le gouvernement ment pour dissimuler son incapacité.

Si nous en sommes là, c'est le résultat de leur inconséquence, dans la droite ligne de la politique austéritaire destructrice de service public, dans la santé et partout ailleurs.

Voilà à présent que les euros pleuvent par milliards pour faire face à la crise ! Alors qu'il fallait économiser million après million dans l'hôpital jusqu'ici.

Et la Dette qui aura bondi quand on sera sorti de cette affaire, si on en sort seulement un jour, que vont-ils en faire ?

Soit ils décrètent qu'il est inutile de la rembourser, on verra alors qu'ils se sont foutus de nous tout ce temps où il fallait économiser partout dans cette optique, soit ils essaient de la rembourser, et ce sera une cure tueuse au dernier degré.

Mais je m'éloigne.

Quelle que soit l'issue, au sujet de la chlorhydrine, de son efficacité prouvée ou amendée, nous aurons vu à l'oeuvre de grands professeurs qui énoncent des principes absurdes, nous aurons vu des dirigeants incapables de diriger et qui mentent pour le dissimuler.

Et il faudra s'en souvenir.

Haut les coeurs !

Fabian Daurat, citoyen en colère.